

Il est essentiel, à mon avis, de cesser de répéter à la population que nous sommes impuissants devant l'inflation, qu'il s'agit là d'un problème de portée mondiale devant lequel nous resterons impuissants tant que les autres pays en subiront les effets. Nous ne pouvons plus nous permettre de répéter cela continuellement, sinon les gens finiront bientôt par le croire. Si la population en vient là, nous ne pourrions plus compter sur son concours pour juguler l'inflation.

Des propos comme ceux que tenait cet après-midi le député de Mississauga sont très pernecieux, parce qu'ils implantent chez beaucoup de Canadiens l'idée que nos problèmes économiques actuels sont insolubles. Je regrette de ne pas avoir pu entendre le discours du président du Conseil privé (M. Sharp). Mais, s'il a parlé dans le même sens que le député de Mississauga, il n'a pas agi lui non plus dans l'intérêt des Canadiens.

**M. Sharp:** Le député voudrait-il nier qu'il existe une inflation mondiale?

**M. Gillies:** Pas du tout. Personne n'a jamais dit qu'il n'y a pas d'inflation à l'échelle mondiale. Mais on aurait grand tort d'en conclure qu'aucun pays ne peut y faire quoi que ce soit. Le gouvernement a grand tort de répéter sans cesse qu'il n'y a rien à faire contre l'inflation qui sévit à l'échelle mondiale. Cela est fort malheureux, cela fait beaucoup de tort au pays.

Tout cela revient à dire que le gouvernement se refusera à prendre des mesures énergiques s'il sent que la population ne l'oblige pas à agir avec énergie. Mais la population n'exigera pas d'action gouvernementale énergique aussi longtemps qu'elle s'entendra dire qu'il n'y a rien à faire. C'est un cercle vicieux.

Beaucoup continuent de se demander pourquoi le gouvernement n'agit pas énergiquement. Je crois connaître la raison, qui est toute simple. C'est tout simplement qu'à son avis, la population ne veut pas en ce moment de mesures énergiques? Et pourquoi ne veut-elle pas de mesures énergiques? Parce que le gouvernement lui a dit, je ne sais combien de fois, qu'on ne peut rien contre l'inflation. Nous voilà donc engagés dans une voie très périlleuse. Quel sera l'issue de cette situation? Les gens s'inquiètent de l'inflation et de l'augmentation du chômage.

Voyons ce qui se passe aux États-Unis où la situation est entraînée de se détériorer très rapidement. Il se peut que le taux d'inflation y descende à 8 p. 100 d'ici le quatrième trimestre. Le gouvernement parle de reprise économique mais il l'assure grâce à des déficits qui s'élèvent à peut-être à 52 milliards de dollars. L'important est que la reprise débute avec un taux d'inflation de 8 p. 100. Si, au cours de la prochaine période de reprise les forces inflationnistes jouent comme par le passé, nous parlerons alors dans deux ou trois années d'un taux d'inflation de 30 p. 100 aux É.-U. Il en sera sans doute de même au Canada.

Il s'agit de savoir si notre système social peut le supporter. En fait, la reprise sera brève, la récession plus longue et nous retomberons de nouveau dans le cycle infernal. Si nous ne pouvons ni juguler l'inflation, ni convaincre les Canadiens que le gouvernement y peut quelque chose, nous retomberons alors dans le cycle infernal. A mon avis, tout ceci est des plus sérieux. En pareilles circonstances,

### L'inflation

on peut vraiment se demander si notre système social pourra y survivre.

● (1750)

La tension est très forte actuellement au Canada. En temps normal, on ne s'attend pas à ce que les Postes soient paralysées, à ce que les lignes aériennes ne fonctionnent pas, à ce que les enfants n'aillent pas à l'école, ou encore à ce que les pompiers n'arrivent pas lorsque la maison prend feu. C'est conforme au principe de notre société que le gouvernement doit assurer une infrastructure qui donne aux Canadiens un sentiment de sécurité et de confiance. Lorsque l'infrastructure s'écroule, la trame de notre société en est affaiblie et la tension augmente.

Il y a quelques semaines, à Montréal, le premier ministre (M. Trudeau) a parlé de la tension qui s'exerce dans la société. Il a absolument raison; cette tension existe, elle s'accroît continuellement. C'est l'accélération de l'inflation qui l'explique surtout. Les gens savent qu'ils ne peuvent espérer la stabilité, qu'ils ne peuvent compter travailler et maintenir leur niveau de vie réel. Or, lorsqu'un ralentissement de la croissance économique se joint à une augmentation rapide de l'inflation, la tension augmente beaucoup plus parce qu'il ne s'agit pas de répartir de nouveaux biens, mais de redistribuer les mêmes biens. Par conséquent, de plus en plus la fonction du gouvernement ne sera pas de réglementer la croissance, mais de régler le conflit.

Nous devons être disposés à prendre la première initiative pour corriger la situation; il faut d'abord maîtriser l'inflation. La tension et les différends ouvriers qui existent actuellement au Canada ainsi que les problèmes qui surgissent dans le monde sont la conséquence de notre manque de préparation à nous attaquer à l'inflation. Abdiquer toute responsabilité parce que cela se produit partout est scandaleux. Je dois dire que j'approuve vivement certaines opinions exprimées de temps à autre sur la nécessité d'un consensus et d'un leadership.

Je ne crois pas que nous puissions avoir un leadership dans une démocratie qui ne reflète pas les sentiments de la population. Le leadership ne peut pas être trop à l'avant-garde ni trop rétrograde. Nous avons besoin d'un leadership pour tenter de rassembler des groupes en vue de résoudre ces problèmes particuliers. La véritable épreuve du leadership toutefois est de choisir le moment stratégique où il n'est plus possible de fonctionner uniquement avec le consensus et qu'il faut adopter plutôt des mesures énergiques et positives que la population réclame en réalité. A un moment donné, si nous voulons assurer la survivance de la démocratie, le leadership politique devra être assez solide pour oser agir en ce sens. A mon avis, ce moment est arrivé.

Alors que nous entamons la seconde moitié des années 70, il faut se demander vraiment si la démocratie va survivre. C'est une bonne question. En consultant l'histoire, on constate que la démocratie est rarement à la hauteur de la situation lorsqu'elle est menacée de crise. Dans les années 30, Churchill parcourait l'Angleterre en signalant ce qui se passait en Europe, tandis que Stanley Baldwin se faisait élire. Je suis convaincu que Franklin Roosevelt n'aurait jamais pu impliquer les États-Unis dans la seconde guerre mondiale sans Pearl Harbour.